

Régie du bâtiment du Québec

Étude des crédits

2020-2021

**Demande de renseignements généraux
de l'Opposition**

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

TABLE DES MATIÈRES

1. Liste des **voyages hors Québec** pour l'année financière 2019-2020 :
 - a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - a. les détails de ces ententes;
 - b. les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
 - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
 - j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.

2. Pour chacun des **voyages fait en avion ou en hélicoptère** par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2019-2020 :
 - a) les raisons du déplacement;
 - b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - c) les coûts ventilés ;
 - d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
 - e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

3. Liste des **dépenses en publicité** (incluant celles sur Internet), en **articles promotionnels** et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :
 - a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021;
 - b) les noms des firmes de publicité retenues;
 - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
 - e) le but visé par chaque dépense;
 - f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
 - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

4. Liste des **dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet** (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :
 - a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021;
 - b) les noms des firmes de publicité retenues;
 - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
 - e) le but visé par chaque dépense;

Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
---	--------------------

5. Liste des dépenses pour l'**organisation et la tenue de conférences de presse**, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :
Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :
 - a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
 - b) le but visé par chaque dépense;
 - c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
Par un professionnel ou par une firme externe:
 - d) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
 - e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
 - f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
 - g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
 - h) le but visé par chaque dépense;
 - i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

6. La liste des dépenses en **formation de communication** :
Organisée par le ministère ou l'organisme :
 - a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
 - b) le but recherché par chaque dépense;
 - c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;
Organisée par un professionnel ou une firme externe :
 - d) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021;
 - e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
 - f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
 - h) le but visé par chaque dépense;
 - i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

7. La liste des dépenses en **formation de communication** :
Organisée par le ministère ou l'organisme pour le **personnel politique**, les membres du conseil exécutif ou les députés :
 - a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021;
 - b) le but visé par chaque dépense;
 - c) la nature de la formation;
 - d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation;
 - e) les personnes qui ont reçu la formation.

8. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les **contrats octroyés** par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant:
 - a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

TABLE DES MATIÈRES

9. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
 - b) la grille d'évaluation des soumissions;
 - c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
 - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
 - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
10. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020:
- a) Liste de toutes **les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement**;
 - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
 - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
 - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
 - e) une description de son mandat;
 - f) la date de début de son contrat;
 - g) la date prévue de fin de son contrat;
 - h) sa rémunération annuelle.
11. Pour chaque projet de **développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$** initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :
- a) le nom du projet;
 - b) la nature du projet;
 - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
 - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
 - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
 - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
 - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
 - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
 - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
 - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
 - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
 - m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

TABLE DES MATIÈRES

12. Pour chaque projet de **développement informatique en infonuagique**, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :
- a) le nom du projet;
 - b) la nature du projet;
 - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
 - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
 - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
 - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
 - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
 - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
 - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
 - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère:
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
 - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics
 - m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI.
13. Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour **les organismes sous l'autorité du ministre**, le montant, pour 2019-2020 (et la ventilation pour chaque mois), de **chacune des dépenses suivantes**:
- a) la photocopie;
 - b) le mobilier de bureau;
 - c) l'ameublement;
 - d) la décoration et l'embellissement;
 - e) le distributeur d'eau de source;
 - f) le remboursement des frais de transport;
 - g) le remboursement des frais d'hébergement;
 - h) le remboursement des frais de repas;
 - i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
 - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.
14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour **les organismes sous l'autorité du ministre**, le montant, pour 2019-2020 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la **téléphonie** :
- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
 - b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres) ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
 - c) le nombre de téléavertisseurs utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

TABLE DES MATIÈRES

- d) les coûts d'acquisition des appareils;
 - e) le coût d'utilisation des appareils;
 - f) le coût des contrats téléphoniques;
 - g) les noms des fournisseurs;
 - h) le nombre de minutes utilisées;
 - i) le coût des frais d'itinérance;
 - j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
 - k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.
15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 :
- a. **le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi** (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); **35 ans et plus.**
 - b. **le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi** (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); **35 ans et moins.**
 - c. **le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.**
 - d. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur **réserve de congé de maladie** moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
 - e. le nombre **d'heures supplémentaires travaillées** par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - i. le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
 - f. le nombre total de **jours de vacances pris par le personnel.**
 - g. **le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.**
 - h. **le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.**
 - i. le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui **reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public**, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
 - j. **l'évolution des effectifs réguliers** par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur **territoire habituel de travail** (centre principal de direction et chacune des régions).
 - k. l'évolution du **nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.**
 - l. le **nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.**
 - m. **le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail** (le centre principal de direction et chacune des régions).
 - n. **le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi** pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
 - o. **le nombre d'employés permanents et temporaires.**
 - p. **le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.**

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

TABLE DES MATIÈRES

- q. le **nombre de postes abolis** ventilé par corps d'emploi, pour 2019-2020 et les cinq années précédentes;
 - r. l'**effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs**, par année, depuis l'instauration de la loi;
 - s. le **nombre de postes vacants**.
16. Pour chaque ministère et organisme public pour l'année 2019-2020 et les prévisions pour l'année 2020-2021, et ce par direction :
- a) le **nombre de départs à la retraite**, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
 - b) le **nombre de remplacements effectués** en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
 - c) le **nombre de départs à la retraite prévus** pour 2020-2021 et les indemnités de retraite qui seront versées.
 - d) le **nombre de retraités de la fonction publique** ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
17. **Liste des baux pour les espaces occupés** par les ministères et organismes en 2019-2020 en indiquant pour chacun d'eux :
- a) l'emplacement de la location;
 - b) la superficie totale pour chaque local loué;
 - c) la superficie totale réellement occupée;
 - d) la superficie inoccupée;
 - e) le coût de location au mètre carré;
 - f) le coût total de ladite location;
 - g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - h) la durée du bail;
 - i) le propriétaire de l'espace loué;
 - j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;
 - k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse.
18. Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, **fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés**. Pour les rénovations, fournir :
- a) la ou les dates des travaux;
 - b) les coûts;
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
19. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :
- a) la ou les dates des travaux;
 - b) les coûts;
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
20. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2019-2020, en indiquant pour chaque individu :
- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
 - b) le titre de la fonction;
 - c) l'adresse du port d'attache;
 - d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - e) la prime de départ versée, le cas échéant;
 - f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

TABLE DES MATIÈRES

- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - h) la description de tâches;
 - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2019-2020;
 - j) le nombre total d'employés au cabinet;
 - k) la masse salariale totale par cabinet pour 2019-2020;
 - l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
 - m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
21. Liste des sommes d'argent versées en 2019-2020 à même le **budget discrétionnaire** du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - b) la circonscription électorale;
 - c) le montant attribué;
 - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
22. Liste du **personnel hors structure**, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
 - e) la date de l'assignation hors structure;
 - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu
 - g) les prévisions pour 2020-2021.
23. Liste du **personnel en disponibilité** par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :
- a) le poste initial;
 - b) le salaire;
 - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
 - d) la date de la mise en disponibilité;
 - e) les prévisions pour 2020-2021.
24. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2019-2020, le **nombre d'occasionnels mis à pied** dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :
- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
 - b) par catégorie d'âge;
 - c) prévisions pour 2020-2021.
25. Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le **nombre de postes abolis par bureau régional** et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2020-2021.
26. Pour chaque ministère et organisme, **liste des bureaux régionaux et de l'effectif** étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, par mission.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

TABLE DES MATIÈRES

27. Liste du **personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics**, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :
- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale;
 - e) l'assignation actuelle;
 - f) la date de l'assignation hors structure;
 - g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
28. Liste de tous les **abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications** (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) **du ministère et des organismes publics** en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement :
- a) le coût de chacun;
 - b) le fournisseur;
 - c) la nature du service;
- Ventiler le montant total par catégories.
29. Liste de tous les **abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications** (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) **du cabinet ministériel** en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement :
- a) le coût de chacun;
 - b) le fournisseur;
 - c) la nature du service;
- Ventiler le montant total par catégories.
30. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour **l'achat de billets de saison, la réservation de loges** et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
31. Pour **chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public** (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :
- a) le nom du site Web;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - c) les coûts de construction du site;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»);
 - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
 - h) le responsable du contenu sur le site.
32. **Nominations**, pour 2019-2020, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:
- a) la liste;
 - b) le nom de la personne;
 - c) les mandats de chacune de ces personnes;
 - d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
 - e) le résultat du travail effectué;
 - f) les échéances prévues;
 - g) les sommes impliquées.
33. Pour 2019-2020, **les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec**, en ventilant

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

TABLE DES MATIÈRES

- pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.
34. La liste exhaustive de tous les **mandats et dossiers** et de toutes les activités confiées à chaque **adjoint parlementaire** des membres du Conseil des ministres pour 2019-2020 :
- a) le détail des mandats;
 - b) le coût (déplacements, etc.);
 - c) le nombre de ressources affectées;
 - d) le nombre de rencontres;
 - e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
 - f) l'objet;
 - g) les dates.
35. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
36. La **liste des ententes et leur nature**, signées en 2019-2020 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
37. Le **détail des crédits périmés** et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021.
38. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les **revenus autonomes** (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2020-2021.
39. Pour chaque ministère et organisme, une copie du **plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2019-2020** demandé par le SCT et confirmé par le gouvernement en janvier 2019 pour 2019-2020.
40. Pour chaque ministère et organisme public, **les sommes reçues** en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021 et 2021-2022, **en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement**. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : **le montant total des primes au rendement et des bonis**.
42. Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2019-2020 le montant total des **primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet**.
43. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : **le montant total des primes de départ** (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
44.	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2019-2020 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire .
45.	Pour 2019-2020, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : <ol style="list-style-type: none">a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
46.	Pour 2019-2020, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels . Pour chaque personne : <ol style="list-style-type: none">a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;b) fournir la liste des salaires versés.
47.	Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2019-2020 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2020-2021. Pour chacun de ces programmes existants en 2019-2020, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2020-2021, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
48.	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant , les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
49.	Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.
50.	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.
51.	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.
52.	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.
53.	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert .
54.	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles .
55.	Liste des aides financières accordées en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord .
56.	Pour chacune des cinq dernières années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné des services.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
57.	Concernant les dépenses en informatique , pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021: <ul style="list-style-type: none">a) la dépense totale (opération et capital);b) les grands dossiers en cours;c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
58.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
59.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020, le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
60.	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses , etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2019-2020 en indiquant pour chacun : <ul style="list-style-type: none">a) le sujet;b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;c) les coûts reliés à sa réalisation;d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. <p>Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.</p>
61.	Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant: <ul style="list-style-type: none">a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.
62.	Pour 2019-2020, la liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec , de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.
63.	Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec , pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer : <ul style="list-style-type: none">a) La date;b) La nature;c) Les participants;

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

TABLE DES MATIÈRES

- d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.
64. Pour **tout sondage ou enquête d'opinion réalisés** par le ministère ou l'organisme, indiquer :
- a) La date;
 - b) La nature;
 - c) Les questions posées;
 - d) Les réponses;
 - e) La firme retenue;
 - f) Les coûts.
65. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2019-2020.
66. Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2019-2020.
67. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2019-2020.
68. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2019-2020.
69. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2019-2020.
70. Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :
- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;
 - b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.
71. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.
72. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).
73. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».
74. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».
75. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.
76. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
77.	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».
78.	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'oeuvre 2018-2023.
79.	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».
80.	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la conciliation travail-famille.
81.	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de l'électrification des transports.
82.	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.
83.	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2020.
84.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2019-2020 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics , en indiquant : <ul style="list-style-type: none">a) le nombre d'autorisations;b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;d) le montant accordé;e) les motifs de la demande..
85.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant, pour chaque contrat : <ul style="list-style-type: none">a) les noms du professionnel ou de la firme;b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);c) le coût;d) l'échéancier;e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
86.	Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2019-2020 : <ul style="list-style-type: none">a) les coûts liés au traitement et réponses aux demandes d'accès;b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;c) le nombre total de demandes reçues;d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

TABLE DES MATIÈRES

- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse.
87. La **liste des personnes et le mandat des comités formés** par le Conseil exécutif, les ministères et **organismes** ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
88. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une **entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires**. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
89. Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2019-2020, indiquer le **nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues**, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).
90. Fournir le budget carbone du ministère et le bilan carbone imputable aux activités et aux programmes du ministère, soit notamment pour 2019-2020 :
- a) Le total des émissions de GES associées aux activités directes du ministère ;
 - b) L'estimation des émissions de GES attribuables aux programmes du ministère, incluant, mais ne se limitant pas, aux émissions attribuables aux subventions accordées par le ministère en proportion du montant de ces subventions dans les projets concernés ;
 - c) L'estimation des réductions d'émissions de GES attribuables aux activités directes et aux programmes du ministère, incluant, mais ne se limitant pas, aux réductions d'émissions découlant d'activités subventionnées par le ministère ainsi qu'aux puits de carbone attribuables au ministère le cas échéant.
 - i. Ventiler ces réductions selon qu'elles soient des réductions relatives ou des réductions absolues d'émissions de GES. Fournir une estimation du coût moyen de ces réductions par tonne de CO2 équivalent.
 - d) Le bilan carbone du ministère, soit le total des émissions de GES attribuables au ministère auquel est soustrait le total des réductions d'émissions attribuables au ministère.
 - e) Le quota d'émissions du ministère, soit la limite supérieure finie des émissions totales de GES à travers le temps attribuables au ministère qui permettraient d'atteindre les objectifs de réduction des GES du ministère et ainsi la cible de réduction des GES du gouvernement.
 - f) Le plan d'action du ministère pour diminuer le bilan carbone du ministère afin de respecter son budget carbone dans le cadre des objectifs de réduction des GES du gouvernement.
91. Veuillez fournir le nombre d'effectifs attirés à la gestion du Fond vert au sein du ministère ou de l'organisme en 2018-2019 et 2019- 2020. Ventiler par poste et fournir la masse salariale totale.
92. Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021 ; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
---	--------------------

93. Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.
- a) Nombre de stagiaires reçus;
 - b) Heures de stages effectués;
 - c) Rémunération totale déboursée.
94. Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :
- a) nombre total de véhicules;
 - b) le type de véhicules;
 - c) le nombre de véhicules hybrides;
 - d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables;
 - e) le nombre de véhicules électriques.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-01

Liste des voyages hors Québec du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
- j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.

Le détail des déplacements hors Québec est présenté dans le tableau ci-annexé.

Les renseignements concernant les titulaires d'un emploi supérieur, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet de la RBQ en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18). <https://www.rbq.gouv.qc.ca/transparence/>

RG-01 Annexe

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Objet du déplacement	Endroit(s) visité(s)	Date et durée du voyage	Personnes rencontrées	Nom des participants	Commentaires	Total des coûts
Comité permanent des installations techniques de bâtiments et de plomberie (SC-HP) pour l'édition 2020 du Code national de la Plomberie	Halifax (Nouvelle-Écosse)	15-18 avril 2019	Terry White (Chair), Garry Stasynec (A/Chair), David Bateman, Henri Bouchard, Franco Di Folco, Larry Gill, Rick Gill, Xiaowen Hao, Eli Howard, Danny Hui, David Lima, Sidney Manning, Rick Moulton, Edward Piecuch, Ted Pringle, Rhonda Roberts, Christian Roy, Andrew Spurrell, Sam Steele, Kevin Wong, Diane Green (TA – HVAC), Patrique Tardif (TA – Plumbing)	Duchesne, Yves	CNRC 100 %	0,00 \$
Réunion annuelle de l'ULC Advisory Council	Markham (Ontario)	16-17 avril 2018	Regroupement des représentants canadiens et américains qui adopte par règlement les codes et normes sur les ascenseurs et autres appareils élévateurs publiés par l'American Society of Mechanical Engineers (ASME)	Deschamps, Claude Jr	ULC 100 %	36,80 \$
Participation aux travaux du comité pour l'élaboration des exigences en accessibilité de l'édition 2020 du Code national du bâtiment	Ottawa (Ontario)	5-8 mai 2019	Fortin, Marc (CNRC); Représentants provinces : Betty Dion (Ontario), Judy D. Redmond (Manitoba), Robert Dupuis (Québec); Brian R. Everton (Manitoba); Rick Fraser (Nouvelle Écosse); Ulrik P. Seward (Calgary); Robert R. (Bob) Thompson (Manitoba); Bob Topping (Ontario); Observateurs : Collinda Joseph (Ontario); Christopher T. Sutton (Ontario); Craig Nicol (Ontario); Eric Esselink (Ontario)	Raoui, Rym	CNRC 100 %	0,00 \$
Comité permanent des matières et activités dangereuses CPMAD de la Commission canadienne des Codes du bâtiment et de prévention des incendies du CNRC	Edmonton (Alberta)	7-8 mai 2019	Responsables de la réglementation, des spécialistes en sécurité et en protection de l'environnement, des concepteurs, des promoteurs/exploitants de bâtiments, des chercheurs, des représentants des compagnies d'assurances, des fabricants et des fournisseurs d'un bout à l'autre du Canada	Gauthier, Pierre	CNRC 100 %	0,00 \$
Comité technique CSA B139 : rencontre biannuelle	Toronto (Ontario)	7-8 mai 2019	Représentants des provinces, fabricants, usagers et diverses associations.	Deschamps, Claude Jr	CSA 50 % (785,05 * 50%)	392,53 \$
Comité permanent efficacité énergétique SC-EE	Ottawa (Ontario)	15-17 mai 2019	Réglementation : Patrick Andres et Deerish Rambaruth (Ontario), Justin Pockar et Rick Klassen (Saskatchewan), Zachary May (BC) et Stan Dueck (Yukon); Design Review : Lisa Hasan (Québec), David Bailey, Steve Kemp et Andrew Oding (ontario); Construction : Steven Crowell (Nouvelle-Écosse), Robert McMillan, Rick Marshall (Prairies), Bob Deeks et Rick Bortolussi (BC); Système du bâtiment : Martin Roy (Québec); Gestion des opérations dans le bâtiment : Colleen O'Keefe (Terre-Neuve) et Mark Peer (Territoires du Nord-Ouest); Intérêt public : Trevor Imhoff; Recherches et Développement : Heather Hayne (Ontario) et Laverne Dagleish (Prairies); Service public : Andrew Pride (Ontario, chair), Colleen Kuruluk (Prairies) et Toby Lau (BC Hydro); Gestion de l'énergie (Gouvernement) : Wilma Leung (BC); Personnel du CNRC : Zeghal Morshed, Rizwan Ullah et André Laroche; NRCan : Jim Comtois ou Frédéric Genest; et CHBA : Jack Mantyla	Lessard, Nathalie	CNRC 100 %	0,00 \$
Comité du Conseil canadien des normes pour développer un guide sur la protection des bâtiments contre l'infiltration	Toronto (Ontario)	16-mai-19	Organismes réglementaires; Représentants de l'industrie; Représentants des municipalités; Représentant d'Engineers Canada, Représentant du Conseil Canadien des Normes (CCN).	Gagnier, Éric	CCN 100%	0,00 \$
Rencontre annuel des experts du Comité Western Canada sur les raccordement croisés (AWWA)	Canmore (Alberta)	27 au 29 mai 2019	Réglementation; Aaron Charlton (Alberta), Robert Glowacki (Winnipeg), Kristine Malvist (Calgary), Kevin Gerlack (EPCOR), Kevin Lang (Regina), Rynette Moore-Guillaume (Saskatchewan), Gerry Deman (Calgary), Gareme Dennis (Medecine Hat), Greg Krawchuck (Saskatoon), Jason Nadeau (Winnipeg). Education; Steve Ducharme (Winnipeg), Myron Shymko (Calgary), Lorne Mireau (saskatchewan), Robert Caudron (NAIT), Matthew Fontaine (Red River), Dean Wigmore (Medecine Hat), Dan Larson (Red River). Manufacturiers; Moe Fanous (Watts), Jeff Cooper (Conbraco), Byron Keats (Zurn).	Gagnier, Éric		1 508,58 \$

Objet du déplacement	Endroit(s) visité(s)	Date et durée du voyage	Personnes rencontrées	Nom des participants	Commentaires	Total des coûts
Révision et mise à jour de la norme ACI et CSA.	Ottawa (Ontario)	27-31 mai 2019	Représentants des juridictions canadiennes Représentants d'industrie d'équipements sous pression Représentants des grands utilisateurs d'équipements sous pression et des compagnies d'assurance.	Leviticharsky, Blagovest		1 351,85 \$
Comité permanent "Use and Egress" de la commission canadienne des codes du bâtiment et préventions d'incendies.	Vancouver (Colombie-Britannique)	28-30 mai 2019	Mr. Jonathan Rubes, Mr. Keith Calder, Mr. Alan Cavers, Mme Sylvie Destroismaisons, Mr. Robert Dupuis, Mr. Eric Esselink, Mr. Brian Everton, Mr. Rick Fraser, Mr. William Kuffner, Mr. Ian MacDonald, Mrs. Judy Redmond, Mr. Ulrik Seward, Mr. Roy Strickland, Mr. Robert Thompson, Mr. Bob Topping, Mr. Emmanuel Domingo, M. Jocelyn Dubé, Mr. Will Johnston, Mr. Patrick Tardif (Technical Advisor), M. Marc Fortin (Technical Advisor)	Bourdeau, Suzel	CNRC 100 %	0,00 \$
Groupe de travail sur l'harmonisation des codes du bâtiment mis sur pied par le Comité consultatif provincial et territorial des politiques sur les codes (CCPTPC)	Ottawa (Ontario)	28-30 mai 2019	Voir onglet CCPTPC	Lacroix, André	CNRC 100 %	0,00 \$
Comité CSA B55 : Récupérateurs de chaleur des eaux d'évacuation en plomberie	Toronto (Ontario)	12-juin-19	Manitoba Hydro : S. Woroniak, R. Andrusshuk; Oro-Medonte: R. Guinn; Natural Ressources Canada: C. Baumgartner; Ecolnovation: D. Beauchemin, M. Fontaine; Watercycles Energy Recovery: A. Cayer; CSA : F. DiFalco, L. Pilla; Ipex : L. Gill; Ontario Municipal Affairs and Housing : K.Hui; A. Knapp associates; Promival inc : F. Michel; RenewAbility : G. Van Decker; Ontario Pipe Trade : C. Wright	Gagnier, Éric	CSA 50 % (802,30 * 50%)	401,15 \$
Comité aviseur interprovincial en gaz et des comités techniques CSA B149,1, 2, 3	Ottawa (Ontario)	9-14 juin 2019	CSA B149.1, CSA B149.2 et CSA B149.3 : S. Manning (Alberta Municipal Affairs Safety Services), R. Charbonneau (Budget Propane), C. Côté (Énergir), J. Marshall (TSSA), M. Richard (CMMTQ), R. Millgan (Technical Safety BC), S. Katz (S. Katz and Associates), G. Buck (Pro-Par 1978), S. Ko (TSSA), H. Nachaj (Le Groupe Charbonneau Inc.), D. Balcha (Manitoba OFC), M. Davidson (New Brunswick, Dept. of Public Safety), P. Bégin (Consultant-Combustion), S. Carron (Combustion Solutions Inc.), S. Tatlock (Suncor Énergie), J. Jachniak (ENEFFEN), M. Bezeau (MBEZ Inc.), M. Evans (CSA Group).	Renaud, Jacques	CSA 50 % (2107,15* 50%)	1 053,58 \$
Réunion des divers comités (technique, consultatif, exécutif et stratégique) relatifs aux installations électriques et à l'assemblée générale annuelle de CSA	Ottawa (Ontario)	15-21 juin 2019	P. Corby City of Victoria, C. Cormier Alberta Municipal Affairs, L. Cronk IBEW 1st District, P. Daigle Province of New Brunswick Dept of Public Safety, R. de Lhorbe Schneider Electric Canada, Inc., P. Desilets Leviton Manufacturing of Canada Limited, T. Driscoll OBIEC Consulting Ltd, K. Dunbar Government of the Northwest Territories, V. Gagachev Eaton, N. Hanna Electrical Safety Authority, S. Hoogenboom City of Calgary, U. Janisch Technical Safety BC, H. Lang Government of Yukon, I. Laouini Corporation des maîtres électriciens du Québec, R. Leduc Marex Canada Limited, G. Lobay CSA Consumer Network, D. MacLeod Department of Labour and Advanced Education, S. Mallikarachchi City of Winnipeg Planning, Property & Development, D. Mayne Government of Nfld & Labrador Human Resource Secretariat, D. McColl Otis Canada, Inc., G. Morlidge All Energy Techniques, J. Morrison QPS Evaluation Services Inc., I. Müller Nexans Canada Inc, T. Olechna Electrical Safety Authority, G. Paintal Underwriters' Laboratories of Canada, S. Paulsen CSA Group, E. Randsalu Ontario Ministry of Community Safety & Correctional Services, D. Roberts Schneider Electric, K. Rodel Hubbell Canada ULC, J. Rowley City of Vancouver, T. Simmons British Columbia Institute of Technology, W. Sparks Doppelmayr Canada Ltd, A. Tsisserev AES Engineering, S. Turcot Bell Canada, J. Turner Swansea Consulting, J. Zulak Department of National Defence, T. Pope (Senior Proj. Manager) CSA Group K. Anderson Manitoba Hydro, R. Bartholomew Electric Power Equipment Ltd., G. Benjamin ABB Group, L. Cantelo Electrical Industry Training Centres of Alberta, D. Foster Canadian Homebuilders Association, K. Glubrecht Alberta Municipal Affairs, D. Harris Northern Cables Inc., P. Harris Atkore International, K. Hood, R. Horner Atkore International, M. Iafano Underwriter's Laboratories Inc., R. Kummer Southwire, R. Lai Hubbell-Burndy LLC, P. Liberatore Canadian Copper and Brass Development Association, J. Martin ESAFE, A. Pottier Underwriter's Laboratories of Canada, G. Razzo Technical Safety BC, M. Savostianik Bender Inc., G. Sawyer Marex Canada Ltd., A. Thornley City of Vancouver, S. Ulemek Hubbell-Burndy LLC, G. Wiles City of Edmonton	Mercier, Stéphane	CSA 50 % (2495,13* 50%)	1 247,57 \$

Objet du déplacement	Endroit(s) visité(s)	Date et durée du voyage	Personnes rencontrées	Nom des participants	Commentaires	Total des coûts
Comité de vérification des traductions techniques de la CCCBPI	Ottawa (Ontario)	18 et 19 juin 2019	Guy Harvey, Benoit Lagueux, Isabelle Wagner et Frédéric Genest	Lessard, Nathalie	CNRC 100 %	0,00 \$
Comité technique du code CSA Z662, Réseaux de canalisations de pétrole et de gaz	Ottawa (Ontario)	19-20 juin 2019	Autres juridictions provinciales canadiennes, distributeurs de gaz naturel canadiens, fabricants de tuyauterie et accessoires et consultants canadiens.	Gauthier, Pierre	CSA 50 % (1284,40* 50%)	642,20 \$
Comité consultatif national sur la sécurité publique (CCNSP - atelier)	Halifax (Nouvelle-Écosse)	19-20 juin 2019	Voir onglet CCNSP_Atelier	Lacroix, André		1 592,78 \$
Accréditation N - National Board	Colombus (États-Unis)	29 juil. - 2 août 2019	Formateurs National Board	Crihan , Iulian Mihail		2 240,23 \$
Accréditation N - National Board	Colombus (États-Unis)	30 juil. - 2 août 2019	Formateurs National Board	Noël de Tilly, Geneviève		2 692,54 \$
Réunion annuelle du Conseil canadien de réglementation de la plomberie (CRCP)	Ottawa (Ontario)	11-14 août 2019	Sidney Manning (Chair) Alberta Municipal Affairs Safety Services • Joe Rogers (Vice Chair) Government of Nova Scotia Department of Municipal Affairs • Ken Alaric Yukon Government Community Services • Don Barrett City of St. John's Dept of Building and Property Management • Yves Duchesne Régie du Bâtiment du Québec • Bill Fallow Province of New Brunswick Dept. of Public Safety • Jarrett Hutchinson BC Ministry of Energy and Mines & Minister Responsible for Housing • Sudhir Jha Government of Northwest Territories • Brian Trainor PEI Dept Environment, Energy & Forestry • Kevin Ernst (PMAC Chair) Oakville Stamping & Bending Ltd. • Henri Bouchard (PMAC) Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec • Raman Chauhan (PMAC) Bibby-Ste-Croix • Jeff Cooper (PMAC) Conbraco Industries, Inc. • Tom Gervais Laars Heating Systems Company • Larry Gill (PMAC) IPEX Management Inc. • I. Scott Macdonald (PMAC) Envirogard Products Ltd. • Lance MacNevin (PMAC) The Plastic Pipe Institute • Pierre Paré (PMAC) Masco Canada Limited • Haemi Pollet (PMAC) Uponor, Ltd. • Harald Prell (PMAC) Viessmann Manufacturing Company Inc • Shabbir Rawalpindiwala (PMAC) Kohler Co. Plumbing Division • Kevin Sharples (PMAC) Smith + Anderson • Matt Sigler (PMAC) Plumbing Manufacturers International • Billy Smith (PMAC) American Society of Plumbing Engineers (ASPE) • David Succurro (PMAC) Reliance Worldwide Canada • Carmelo Tripodi (PMAC) Moen Incorporated • Ian Chang Intertek Testing Services NA Ltd. • Edwin Ho IAPMO Research & Testing Inc • Qiaoli Meng ICC Evaluation Services, LLC • Shawn Paulsen CSA Group • Tom Spoden Water Quality Association • France Lemieux (Associate) Health Canada, Water, Air, and Climate Change • Christopher McLellan (Associate) Natural resources Canada • Patrique Tardif (Associate) National Research Council Canada • Kevin Wong (Associate) Canadian Water Quality Association (CWQA) • Terry Burger NSF International	Duchesne, Yves	ICPC 100 %	0,00 \$
Comité technique CSA B51, CSA B52	Vancouver (Colombie-Britannique)	20-23 août 2019	• Kamal Gogna City of Toronto	St-Georges, Myriam		2 584,54 \$
Accréditation R - National Board	Colombus (États-Unis)	8-21 sept. 2019	Formateurs National Board	Méhot, Paul		4 001,94 \$
FORMATION : Développer des connaissances sur la conception, la construction et l'exploitation de pipelines pour mieux réglementer et participer aux activités du comité technique. Formation destinée aux organismes de réglementation	Calgary, AL (Alberta)	9-12 sept. 2019	Formateur	Gauthier, Pierre		2 555,50 \$
Comité technique CSA Z7396.1 Réseau de distribution de gaz médicaux	Toronto (Ontario)	29 sept.-2 oct. 2019	Représentants des juridictions canadiennes Représentants d'industrie d'équipements sous pression Représentants d'exploitants-utilisateurs Représentants des concepteurs d'installations de distribution et des vendeurs d'équipement	St-Georges, Myriam		1 313,07 \$

Objet du déplacement	Endroit(s) visité(s)	Date et durée du voyage	Personnes rencontrées	Nom des participants	Commentaires	Total des coûts
Groupe de travail sur l'harmonisation des codes du bâtiment mis sur pied par le Comité consultatif provincial et territorial des politiques sur les codes (CCPTPC)	Ottawa (Ontario)	2-5 oct. 2019	Voir onglet CCPTPC	Lacroix, André		1 298,90 \$
Réunion technique ASME - Agences d'inspection autorisées	Orlando (États-Unis)	15-18 oct. 2019	Regroupement des représentants canadiens et américains qui adopte par règlement les codes et normes sur les ascenseurs et autres appareils élévateurs publiés par l'American Society of Mechanical Engineers (ASME)	Khssassi, Aziz		1 555,14 \$
Comité consultatif national sur la sécurité publique (CCNSP - atelier)	Winnipeg (Manitoba)	23-25 oct. 2019	Voir onglet CCNSP_Atelier	Lacroix, André		1 763,53 \$
Comité de vérification des traductions techniques de la CCCBPI	Ottawa (Ontario)	28-30 oct. 2019	Guy Harvey, Benoit Lagueur, Isabelle Wagner et Frédéric Genest	Lessard, Nathalie	CNRC 100 %	0,00 \$
Comité CSA B64.10 : Dispositifs anti refoulement et des réducteurs de pression B356	Toronto (Ontario)	31 oct. 2019	Membres du comité	Gagnier, Éric	CSA 50 % (622,39 * 50%)	311,20 \$
Comité aviseur interprovincial en gaz et des comités techniques CSA B149,1, 2, 3	Toronto (Ontario)	5-8 nov. 2019	Voir le déplacement du 9-14 juin 2019	Renaud, Jacques	CSA 50 % (1678,65 * 50%)	839,33 \$
Comité technique CSA B55 : Récupérateurs de chaleur des eaux d'évacuation en plomberie	Toronto (Ontario)	15-nov-19	Manitoba Hydro : S. Woroniak, R. Andrusshuk; Oro-Medonte: R. Guinn; Natural Ressources Canada: C. Baumgartner; Ecolnovation: D. Beauchemin, M. Fontaine; Watercycles Energy Recovery: A. Cayer; CSA : F. DiFalco, L. Pilla; Ipex : L. Gill; Ontario Municipal Affairs and Housing : K.Hui; A. Knapp associates; Promival inc : F. Michel; RenewAbility : G. Van Decker; Ontario Pipe Trade : C. Wright	Gagnier, Éric	CSA 50 % (654,11 * 50%)	327,06 \$
Réunion des divers comités (technique, consultatif, exécutif et stratégique) relatifs aux installations électriques et à l'assemblée générale annuelle de CSA	Toronto (Ontario)	17-22 nov. 2019	Voir le déplacement du 15-21 juin 2019	Mercier, Stéphane	CSA 50 % (1726,86 * 50%)	863,43 \$
Comité technique CSA B139 : rencontre biannuelle	Toronto (Ontario)	19-22 nov. 2019	Voir le déplacement du 7-8 mai 2019	Deschamps, Claude Jr	CSA 50 % (1220,55 * 50%)	610,28 \$
Comité technique du code CSA Z662, Réseaux de canalisations de pétrole et de gaz	Calgary (Alberta)	28-29 nov. 2019	Autres juridictions provinciales canadiennes, distributeurs de gaz naturel canadiens, fabricants de tuyauterie et accessoires et consultants canadiens.	Gauthier, Pierre	CSA 50 % (1940,43 * 50%)	970,22 \$
Comité technique du Code canadien sur l'installation d'hydrogène	Toronto (Ontario)	1-3 déc. 2019	CHAIR: Dr. Andrei V. Tchouvelev, AVT and Associates. Liam Quinlan, Powertech Labs, George skinner, Ballard Power Systems, Hugh Boniface, Canadian Nuclear Labs garth hauch, praxair (soon to be linde), Spencer quong, toyota canada, Mark Hollett, ballard power systems. pierre beaubien, air liquide, lee gardner, Canadian Nuclear Labs, jean-noël cloutier, hydro-québec (Ite), gerhard schmidt, htec, Brigid Gillis, tssa, Ry Smith, change energy services, Michael Vale, hydrogenics, shane day, clean fuel systems, Aaron Hoskin, NRCan, ALTERNATES, Sean Allan, CSA Group, Mark Murphy, Hydrogenics Corp. EXPERTS AND OBSERVERS, Jim Ferrero, AVT and Associates, Sara Marxen, CSA Group, Carl Rivkin, Chair nfpa 2, Jennifer Hamilton, california fuel cell partnership STANDARDS DEVELOPER, Jonathan Lafontaine, BNQ	Renaud, Jacques		946,17 \$
Comité consultatif national sur la sécurité publique (CCNSP - atelier)	Ottawa (Ontario)	2-3 déc. 2019	Voir onglet CCNSP_Atelier	Lacroix, André		492,71 \$
Comité technique CSA N 285	Toronto (Ontario)	10-12 déc. 2019	Représentants de juridictions canadiennes actives dans le domaine nucléaire Représentants d'exploitants utilisateurs de centrales nucléaires Représentants d'industrie de fabrication et de réparation d'équipements sous pression Représentants des propriétaires des brevets sur les réacteurs CANDU, ainsi que les firmes d'ingénierie et de conception.	Leviticharsky, Blagovest		1 534,10 \$

Objet du déplacement	Endroit(s) visité(s)	Date et durée du voyage	Personnes rencontrées	Nom des participants	Commentaires	Total des coûts
Qualification du National Board	Colombus (États-Unis)	8-13 déc. 2019	Formateurs National Board	Valimareanu, Mariana Lascarache, Maricel		4 899,55 \$
Comité CSA B55 : Récupérateurs de chaleur des eaux d'évacuation en plomberie	Toronto (Ontario)	10-janv-20	Manitoba Hydro : S. Woroniak, R. Andrusshuk; Oro-Medonte: R. Guinn; Natural Ressources Canada: C. Baumgartner; Ecolnovation: D. Beauchemin, M. Fontaine; Watercycles Energy Recovery: A. Cayer; CSA : F. DiFalco, L. Pilla; Ipex : L. Gill; Ontario Municipal Affairs and Housing : K.Hui; A. Knapp associates; Promival inc : F. Michel; RenewAbility : G. Van Decker; Ontario Pipe Trade : C. Wright	Gagnier, Éric	CSA 50 % (532,78 * 50%)	266,39 \$
Comité CSA B335 : Appareils élévateurs pour personnes handicapées	Toronto (Ontario)	4-6 fév. 2020	P. Gulletson, R. Murphy, A. Bertrand, S. Doyle, P. McDermott, D. Lenardis, S. Salib, L. Yang, S. Plante	Chekroun, Arezki	CSA 50 % (831,64 * 50%)	415,82 \$
Formation : Atelier de présentation et consultation sur les conclusions du rapport de recherches concernant les micro-réseaux DC dans les bâtiments Siège social Cisco	Toronto (Ontario)	12-févr-20	Formateur	Mercier, Stéphane		1 018,37 \$
Comité technique : Jeux et manèges (ASTM F2783)	Niagara Falls, ON	2-4 mars 2020	Représentants gouvernements provinciaux et internationaux, consultants, fabricants, exploitants, entrepreneurs, fournisseurs, assureurs, utilisateurs	Éthier, Michel		808,68 \$
Réunion technique annuelle des chefs inspecteurs National Board	Colombus (États-Unis)	7-11 oct. 2020	Représentants de toutes les juridictions nord-américaines en installations sous pression Membres du National board Représentants des agences d'inspection périodique	Khssassi, Aziz	Le National Board remboursera la majorité des frais	63,58 \$

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-02

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2019-2020:

- a) les raisons du déplacement;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés;
- d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Aucun déplacement en avion ou en hélicoptère n'a été effectué par le dirigeant d'organisme pendant la période.

L'information fournie à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la RBQ en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17).

<https://www.rbq.gouv.qc.ca/transparence/>

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-03

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Les informations sur les contrats de moins de 25 000 \$ figurent dans le tableau annexé à la présente fiche.

La RBQ n'a aucun contrat du plus de 25 000 \$ en publicité pour 2019-2020.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la RBQ en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24)*.

<https://www.rbq.gouv.qc.ca/transparence/>

Annexe à la fiche RG-03 Campagnes de publicité et de sensibilisation 2019-2020 (contrats de moins de 25 000 \$)
Campagnes de sensibilisation

Nom de la campagne	Coût	Nom de la firme	Mode d'octroi	Média (ou moyen) choisi	Dates diffusion	Objectifs visés
RBQ inspection de façades de bâtiment	305,27 \$	CSPQ	Contrat négocié par le CSPQ	Internet et Média sociaux	avr-19	Sensibiliser les propriétaires sur leurs obligations concernant l'inspection des façades
Feuille RPA - Résidences privées pour aînés : vos obligations	140,95 \$	Irving	Contrat gré à gré	Distribution de feuillets informatifs	Printemps 2019	Informers les intervenants sur la réglementation et leurs obligations concernant les RPA
Journal RBQ Express - MCEE	220,00 \$	Groupe ETR	Contrat gré à gré	Distribution de feuillets informatifs	Printemps 2019	Sensibiliser les intervenants en électricité, plomberie, gaz et ISP sur leur rôle, informer sur les modifications réglementaires
Journal RBQ express - AGRTQ	62,15 \$	Irving	Contrat gré à gré	Distribution de feuillets informatifs	Automne 2019	Informers les intervenants de la réglementation (accessibilité dans les logements d'habitation).
Inondations 2019	147,00 \$	Copies de la Capitale	Contrat gré à gré	Distribution de feuillets inondation	Printemps 2019	Informers les sinistrés pour les aider dans leurs démarches liées aux travaux à effectuer à la suite des inondations
Inondations 2019	425,00 \$	Copies de la Capitale	Contrat gré à gré	Distribution de feuillets inondation (fr. et ang.)	Printemps 2019	Informers les sinistrés pour les aider dans leurs démarches liées aux travaux à effectuer à la suite des inondations
Inondations 2019	218,82 \$	Copies de la Capitale	Contrat gré à gré	Distribution de feuillets inondation (fr. et ang.)	Printemps 2019	Informers les sinistrés pour les aider dans leurs démarches liées aux travaux à effectuer à la suite des inondations
Inondations 2019	6 999,99 \$	Copies de la Capitale	Contrat gré à gré	Pochettes inondations (français et anglais)	Printemps 2019	Informers les sinistrés pour les aider dans leurs démarches liées aux travaux à effectuer à la suite des inondations
Inondations 2019	1 294,46 \$	Copies de la Capitale	Contrat gré à gré	Pochettes inondations (français)	Printemps 2019	Informers les sinistrés pour les aider dans leurs démarches liées aux travaux à effectuer à la suite des inondations
Inondations 2019	6 799,99 \$	Copies de la Capitale	Contrat gré à gré	Pochettes inondations (français et anglais)	Printemps 2019	Informers les sinistrés pour les aider dans leurs démarches liées aux travaux à effectuer à la suite des inondations
Journal RBQ express - ACSIQ	64,70 \$	Irving	Contrat gré à gré	Distribution de feuillets informatifs	Printemps 2019	Informers les intervenants des nouveautés dans notre réglementation.
Journal RBQ express - SPISIQ	112,00 \$	Groupe ETR	Contrat gré à gré	Distribution de feuillets informatifs	Automne 2019	Informers les intervenants des nouveautés dans notre réglementation.
Feuillets La construction en bois atteint de nouveaux sommets - Woodrise	215,87 \$	Irving	Contrat gré à gré	Distribution de feuillets informatifs	Automne 2019	Informers les intervenants sur l'évolution des exigences concernant la construction en bois
Journal RBQ express - CMEQ	220,00 \$	Groupe ETR	Contrat gré à gré	Distribution de feuillets informatifs	Automne 2019	Informers les entrepreneurs des exigences de la réglementation en électricité.
Journal RBQ express - CONTECH Bâtiment	83,55 \$	Irving	Contrat gré à gré	Distribution de feuillets informatifs	Automne 2019	Informers les intervenants sur la réglementation dont les nouveautés à venir en efficacité énergétique
Journal RBQ express - AGRTQ	62,15 \$	Irving	Contrat gré à gré	Distribution de feuillets informatifs	Automne 2019	Informers les intervenants de la réglementation (accessibilité dans les logements d'habitation).
Feuillets Cheminement d'un dossier d'inspection (#2422)	759,00 \$	Audaz	Contrat gré à gré	Distribution de feuillets informatifs	Automne 2020	Informers les intervenants sur le cheminement d'un dossier d'inspection à la RBQ
Capsule vidéo (M.Beaudoin) - Formation WEB CMEQ	1 048,00 \$	MTESS	Contrat gré à gré	Capsule vidéo	Automne 2019	Sensibiliser les entrepreneurs de l'importance de la formation en électricité (bornes de recharge véhicules électriques).
Baumes à lèvres - Tournée Ma Neige (ASSQ)	869,30 \$	Publicité JL	Contrat gré à gré	Objet promotionnel	Hiver 2020	Campagne de sensibilisation des skieurs concernant l'utilisation sécuritaire des remontées mécaniques.
Oriflammes - Tournée Ma Neige (ASSQ)	745,86 \$	Fabrik 66	Contrat gré à gré	Affichage extérieur- soutien visuel	Hiver 2020	Campagne de sensibilisation des skieurs concernant l'utilisation sécuritaire des remontées mécaniques.
Feuillets d'information pour le Salon Habitation	258,00 \$	Groupe ETR	Contrat gré à gré	Distribution de dépliants informatifs	Hiver 2020	Informers les consommateurs avant d'entreprendre des travaux de construction ou de rénovation (aide-mémoire)
Capsule vidéo (M.Beaudoin) - Formations WEB CMEQ	1 043,00 \$	MTESS	Contrat gré à gré	Capsule vidéo	Hiver 2020	Sensibiliser les entrepreneurs de l'importance de la formation en électricité (autres sujets).
Capsule vidéo (M.Beaudoin) - Tournée CGR 2020	1 043,00 \$	MTESS	Contrat gré à gré	Capsule vidéo	Hiver 2020	Sensibiliser les entrepreneurs sur les principaux vices de construction dans les bâtiments résidentiels neufs.
Avis de cotisation	253,80 \$	Groupe ETR	Contrat gré à gré	Distribution de feuillets informatifs	Tout au long de l'année	Informers les intervenants de leurs obligations.
Avis de cotisation	282,00 \$	Audaz	Contrat gré à gré	Distribution de feuillets informatifs	Tout au long de l'année	Informers les intervenants de leurs obligations.
Dépliants Évitez les bris d'infrastructures souterraines	105,00 \$	Groupe ETR	Contrat gré à gré	Distribution de dépliants informatifs	Tout au long de l'année	Informers et sensibiliser les entrepreneurs à éviter de briser les infrastructures souterraines
Dépliants Attention à la contamination de l'eau potable (#2307 et #2307A)	888,00 \$	Audaz	Contrat gré à gré	Distribution de dépliants informatifs	Tout au long de l'année	Informers les propriétaires sur les moyens pour protéger le réseau d'eau potable d'une contamination
Feuille Paiement en ligne (#2409)	798,11 \$	Copie de la Capitale	Contrat gré à gré	Distribution de dépliants informatifs	Tout au long de l'année	Informers les entrepreneurs et les constructeurs-propriétaires de la possibilité de mettre son dossier à jour et de payer leur maintien de licence en ligne et d'ajouter une adresse de correspondance à leur dossier

Feuillet Paiement en ligne (#2409)	756,95 \$	Irving	Contrat gré à gré	Distribution de dépliants informatifs	Tout au long de l'année	Informers les entrepreneurs et les constructeurs-propriétaires de la possibilité de mettre son dossier à jour et de payer leur maintien de licence en ligne et d'ajouter une adresse de correspondance à leur dossier
Pochettes La RBQ et vous (#2427)	5 770,60 \$	CSPQ	Contrat négocié par le CSPQ	Pochettes pour insertion de documents	Tout au long de l'année	Pochette d'accueil d'un nouvel entrepreneur - Information sur ses obligations et ses responsabilités
Brochures Plan de garantie (Condo) version anglaise	4 108,96 \$	CSPQ	Contrat négocié par le CSPQ	Distribution de brochures informatives	Tout au long de l'année	Informers les nouveaux acheteurs (condo) concernant la garantie des bâtiments résidentiels neufs.
Brochures Plan de garantie (Maison) version française	13 578,60 \$	CSPQ	Contrat négocié par le CSPQ	Distribution de brochures informatives	Tout au long de l'année	Informers les nouveaux acheteurs (maison) concernant la garantie des bâtiments résidentiels neufs.
Feuillet 2374 - Lors de l'installation d'un compteur d'eau, protégez le réseau d'eau potable	329,16 \$	Irving	Contrat gré à gré	Distribution de brochures informatives	Tout au long de l'année	Informers les propriétaires de bâtiment qu'ils doivent protéger le réseau d'eau potable avec un DAR
Exigences sur les gicleurs dans les RPA : prolongation délai	18,87 \$	Atelier des Vieilles Forges	Contrat gré à gré	envoi massif	26 août 2019	Informers les propriétaires du report de la date d'entrée en vigueur des exigences sur les gicleurs
Exigences sur les gicleurs dans les RPA : prolongation délai	171,05 \$	Atelier des Vieilles Forges	Contrat gré à gré	envoi massif	10 septembre 2019	Informers les propriétaires du report de la date d'entrée en vigueur des exigences sur les gicleurs
Migration de l'outil informatique UEP (MERN) vers le système GIC (RBQ)	393,29 \$	Atelier des Vieilles Forges	Contrat gré à gré	envoi massif	5 février 2020	Informers les propriétaires et les exploitants des changements à venir (Équipements pétroliers)
Virage numérique du BEHESP	532,49 \$	Atelier des Vieilles Forges	Contrat gré à gré	envoi massif	19 mars 2020	Informers les intervenants du domaine ISP sur le virage numérique du BEHESP

Congrès, Colloques et Salons

Location espace, transport, montage kiosque et visibilité.	Coût	Nom de la firme	Mode d'octroi	Média (ou moyen) choisi	Dates diffusion	Objectifs visés
Para-post "La Certification : une obligation, pas une option"	268,70 \$	Impecca	Contrat gré à gré	Para-post	Printemps 2019	Support visuel thématique lors de présentation des spécialistes de la RBQ
Association des consommateurs pour la qualité dans la construction (ACQC)	10 000 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Contrat négocié	Partenariat et plan de visibilité	Tout au long de l'année	Soutenir l'association afin de promouvoir ses services d'aide dans le domaine de la construction auprès des consommateurs
Colloque pour le mieux-être des aînés	500 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Contrat négocié	Partenariat et documents	11 avril 2019	Informers les intervenants de la réglementation concernant les RPA
MCEB - Mécanex/Climatex/Électricité/Éclairage	6 604 \$	Interne RBQ	Contrat négocié	Kiosque et documents	24 et 25 avril 2019	Sensibiliser les intervenants en électricité, plomberie, gaz et ISP sur leur rôle, informer sur les modifications réglementaires à venir
Sommet de la Construction de l'Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ)	3 000 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Contrat négocié	Participation table ronde et plan de visibilité	29 avril 2019	Faire le point sur l'industrie de la construction et ses principaux enjeux et défis (avec CCQ et CNESTT)
Journée sur le développement du logement communautaire et social (Association des groupes de ressources techniques du Québec - AGRTQ)	800 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Contrat négocié	Kiosque et documents	30 avril 2019	Sensibiliser les intervenants sur le sujet de l'accessibilité dans les logements d'habitation
Congrès de la Corporation officiers municipaux en bâtiment & environnement du Québec (COMBEQ)	2 500 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Contrat négocié	Partenariat et plan de visibilité	2 au 4 mai 2019	Sensibiliser les intervenants sur leur rôle dans l'application de la réglementation et des nouveautés à venir
Congrès de l'Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ)	13 541 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Contrat négocié	Partenariat, kiosque et documents	18 au 20 mai 2019	Sensibiliser les intervenants sur leur rôle dans l'application de la réglementation (CBCS)
Gala du président de l'Association patronale des entreprises en construction du Québec (APECCQ)	2 500 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Contrat négocié	Partenariat et plan de visibilité	23 mai 2019	Poursuivre les efforts de sensibilisation et maintenir les relations d'affaires avec les partenaires du milieu
Séminaire de perfectionnement des intervenants en sécurité incendie du Québec (SPISIQ)	7 377 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Contrat négocié	Kiosque et plan de visibilité	12 au 14 septembre 2019	Sensibiliser les intervenants sur leur rôle dans l'application de la réglementation (CBCS)
Woodrise 2019	7 500 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Contrat négocié	Partenariat et plan de visibilité	30 sept. au 4 oct. 2019	Sensibiliser les intervenants sur l'évolution des exigences concernant la construction en bois
Congrès de la Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ)	8 251 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Contrat négocié	Partenariat et atelier	18-19 octobre 2019	Sensibiliser les intervenants en électricité sur les exigences réglementaires
Colloque annuel de l'Association des gestionnaires de parcs immobiliers institutionnels 2019 (AGPI)	2 000 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Contrat négocié	Partenariat et plan de visibilité	23 octobre 2019	Sensibiliser les intervenants sur la réglementation et leurs obligations
Événements CONTECH - bâtiment (Qc et MTL)	15 560 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Contrat négocié	Kiosques, ateliers et documents	24 octobre, 21 novembre 2019	Sensibiliser les intervenants sur la réglementation dont les nouveautés à venir en efficacité énergétique
Rendez-vous de l'habitation - Société d'habitation du Québec (SHQ)	2 500 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Contrat négocié	Partenariat et plan de visibilité	5 novembre 2019	Poursuivre les efforts de sensibilisation et maintenir les relations d'affaires avec les partenaires du milieu
Matinée-conférence de l'Association des architectes en pratique privé du Québec (AAPPQ) - collaboration AGRTQ	750 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Contrat négocié	Partenariat et plan de visibilité	27 novembre 2019	Sensibiliser les intervenants sur le sujet de l'accessibilité dans les logements d'habitation
Formations CMEQ 2020	6 000 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Contrat négocié	Partenariat et plan de visibilité	Tout au long de l'année	Sensibiliser les entrepreneurs de l'importance de la formation en électricité (sujets variés)
ExpoHabitation de Montréal	9 675 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Contrat négocié	Kiosque et documents	6 au 9 février 2020	Sensibiliser les citoyens sur le rôle de la RBQ et les intervenants sur leurs responsabilités
Congrès Corporation des entrepreneurs généraux du Québec (CEGQ)	5 000 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Contrat négocié	Partenariat et plan de visibilité	19 au 21 février 2019	Sensibiliser les intervenants sur leur rôle et sur les nouveautés dans la réglementation

Tournée GCR 2020 (Formations techniques)	3 500 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Contrat négocié	Partenariat et plan de visibilité	février et mars 2020	Informers les entrepreneurs sur les principales réclamations (description et solution)
CSPQ - Frais d'entreposage du kiosque et matériel	880 \$	CSPQ	Contrat négocié par le CSPQ		Tout au long de l'année	Entreposage sécuritaire du matériel promotionnel de la RBQ
Campagnes de publicité						
Nom de la campagne	Coût	Nom de la firme	Mode d'octroi	Média choisi	Dates diffusion	Objectifs visés
La Certification : une obligation, pas une option	2 595,00 \$	Interne RBQ	Contrat négocié	Magazine IMB	mai-19	Sensibiliser les intervenants sur les exigences de la réglementation concernant les produits certifiés
Nouvelle édition de la norme CSA B139	2 030,00 \$	Interne RBQ	Contrat négocié	Magazine IMB	oct-19	Sensibiliser les intervenants sur les nouvelles exigences réglementaires (Équipements pétroliers)

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-04

Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;

Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

La RBQ n'a effectué aucune dépense de publicité sur Internet durant cette période.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-05

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.): Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe:

- d) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Évènement organisé par la RBQ :

Aucun événement n'a été organisé par la RBQ pour cette période.

Évènement organisé par un professionnel ou par une firme externe :

Aucun événement n'a été organisé par un professionnel ou par une firme externe pour cette période.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-06

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées e en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Organisées par le ministère ou l'organisme :

Nous n'avons pas de formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme.

Données par une firme externe :

- Montant : 595 \$
Nom du fournisseur : Contex – Contenu et expérience
But visé par la dépense : Mettre en place une nouvelle structure de communication interne et apprendre les meilleures pratiques en gestion de communication interne.
- Montant : 980 \$
Nom du fournisseur : Québec numérique
But visé par la dépense: Découvrir les tendances et les meilleures pratiques en développement Web, surtout ce qui se fait au gouvernement.
- Montant : 445 \$
Nom du fournisseur : UQAM – Service de formation universitaire en région
But visé par la dépense: Rédaction épïcène : écrire aux deux genres.
- Montant : 975 \$
Nom du fournisseur : Alias Formation
But visé par la dépense: apprendre à utiliser Articulate Storyline pour créer des quiz interactifs.
- Montant : 279 \$
Nom du fournisseur : iSarta
But visé par la dépense: Stratégie des médias sociaux : apprendre à choisir la plateforme qui vous convient selon votre clientèle cible et vos objectifs d'affaires.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la RBQ en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).
<https://www.rbq.gouv.qc.ca/transparence/>

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-07

La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes ou la firme qui a donné la formation;
- e) les personnes qui ont reçu la formation.

Sans objet pour la RBQ.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la RBQ en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).
<https://www.rbq.gouv.qc.ca/transparence/>

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-08

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

par le ou les cabinets ministériels en 2019-2020, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Les informations sur les contrats de moins de 25 000 \$ figurent dans le tableau annexé à la présente fiche.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement : <https://seao.ca/>.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

RG-08_ANNEXE 1

1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Contrats octroyés		
#	Fournisseur	Montant contrat
1	Mouvement Québécois de la Qualité	1 100,00 \$
2	Solotech inc.	1 140,00 \$
3	Paquette & Associés, huissiers de justice S.E.N.C.R.L.	1 154,63 \$
4	Paquette & Associés, huissiers de justice S.E.N.C.R.L.	1 168,02 \$
5	Groupe Quadriscan	1 595,00 \$
6	Tenaquip Limitée	1 607,64 \$
7	Cira Health Solutions	1 750,00 \$
8	Cité médicale Montréal inc., La	1 850,00 \$
9	Medial Conseil Santé Sécurité inc.	1 887,00 \$
10	Promotions de la Vallée, Les	1 930,95 \$
11	Conseil de l'enveloppe du bâtiment du Québec	1 940,00 \$
12	Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec	1 980,00 \$
13	Solutions Necando inc.	1 995,00 \$
14	Publication Mass-Média inc.	2 000,00 \$
15	Formation Qualitemps inc.	2 052,50 \$
16	Cranbrook Glen Enterprises Limited	2 090,31 \$
17	Réseau Connectcom, Le	2 145,39 \$
18	Cira Health Solutions	2 162,50 \$
19	Éditions Yvon Blais inc.	2 462,28 \$
20	IHS Markit	2 544,00 \$
21	IHS Markit	2 554,00 \$
22	Groupe Quadriscan	2 595,00 \$
23	Groupe CSA	2 621,14 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

RG-08_ANNEXE 1

1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Contrats octroyés		
#	Fournisseur	Montant contrat
24	NFPA - National Fire Protection Association	2 691,00 \$
25	Technorm inc.	3 000,00 \$
26	Solutions Necando inc.	3 590,00 \$
27	Médiation Sophilex	3 600,00 \$
28	William Scully limitée	3 622,50 \$
29	Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	3 660,00 \$
30	Ellipse solutions linguistiques inc.	3 800,00 \$
31	Le Grand Hôtel Times inc.	3 852,19 \$
32	Coopérative de Consommation des Policiers de la C.U.M., La	3 880,25 \$
33	Bernier, Gilles	4 178,80 \$
34	Best Western Laval-Montréal	4 237,80 \$
35	Moca photo	4 350,00 \$
36	Article promotionnel Daniel Dupuis	4 485,00 \$
37	Sérigraphie Concept M.D.	4 628,47 \$
38	Pro-Actif	4 637,50 \$
39	Société Plan de Vol inc.	4 790,00 \$
40	Morneau Shepell Ltd.	5 000,00 \$
41	Monette Express (Québec)	5 075,81 \$
42	Alphinat inc.	5 400,00 \$
43	Raymond Chabot Grant Thornton & Cie	5 750,00 \$
44	Château Royal inc.	5 979,37 \$
45	Holiday Inn Longueuil	5 998,61 \$
46	Infras information recherche et analyse de la société inc.	6 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

RG-08_ANNEXE 1

1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Contrats octroyés		
#	Fournisseur	Montant contrat
47	Logiciel HMS Software	6 000,00 \$
48	Hôtel Gouverneur - Trois-Rivières	6 161,43 \$
49	Society of Fire Protection Engineers (SFPE) Conseil Saint-Laurent	6 400,00 \$
50	Technorm inc.	6 500,00 \$
51	Rodimax inc.	7 560,00 \$
52	Lumen	8 410,61 \$
53	Société Plan de Vol inc.	10 000,00 \$
54	Marketing Léger inc.	10 950,00 \$
55	Novaconcept Formation inc.	11 865,00 \$
56	Hôtel Montfort Nicolet inc.	12 193,95 \$
57	Novexe inc.	12 500,00 \$
58	CBCI Télécom	12 625,25 \$
59	Collège des administrateurs de sociétés	12 660,00 \$
60	Arseno & associés Publicité inc.	13 204,00 \$
61	Consilium, Cabinet d'affaires gouvernementales inc.	15 000,00 \$
62	Novexe inc.	15 000,00 \$
63	Copies de la Capitale inc.	15 666,44 \$
64	Novaconcept Formation inc.	17 480,00 \$
65	Premier Continuum inc.	20 000,00 \$
66	Turner, Sylvain	20 250,00 \$
67	Solutions Necando inc.	21 840,00 \$
68	Danny Desrosiers consultant	23 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

RG-08_ANNEXE 1

1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Contrats octroyés		
#	Fournisseur	Montant contrat
69	Bouchard, Jean-François (003)	23 000,00 \$
70	Lemieux, Gilles (006)	23 000,00 \$
71	Malette S.E.N.C.R.L.	23 500,00 \$
72	Deloitte S.E.N.C.R.L./S.R.L.	24 500,00 \$
73	Groupe de consultation pour le maintien et la création d'emploi du Québec	24 500,00 \$
74	Médiation Sophilix	24 500,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-09

Titre :

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

a) Liste des soumissions et le montant de chacune

Nom de l'adjudicataire	Montant de la soumission
Equifax Canada Co	442 525 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-10

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020:

- a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-11

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié pour l'exercice financier 2019-2020, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années

Les services associés aux technologies de l'information sont impartis au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et au Centre de services partagés du Québec (CSPQ), à l'exception des fonctions de pilotage et de gouvernance qui sont effectuées par le personnel de la RBQ.

En ce qui concerne les logiciels libres, c'est le MTESS et le CSPQ qui évaluent la pertinence de telles solutions au regard des besoins, en prenant en considération les infrastructures existantes.

Les informations sur les projets de développement informatique, dont la réalisation est confiée au MTESS, figurent dans le tableau de la page suivante.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse :

<https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.

Liste des projets de développement informatique de plus de 100 000 \$ (capitalisables), en vigueur en date du 31 mars 2020

Nom du projet	Nature du projet	Budget prévu pour l'ensemble du projet	Dépenses estimées 2019-2020 (au 31 mars 2020)	Pourcentage de réalisation	ETC / Externes	Statut	Utilisation des logiciels libres
Développer un système de soutien aux activités d'inspection	Développement d'une solution permettant de moderniser le système de soutien aux interventions d'inspection.	14 994 929 \$	361 131 \$	30 %	6 / 2	En cours	Note 1
Remplacer Biztalk 2006 et Windows Server 2003 pour désuétude	Développer une solution qui permet le remplacement de l'application Biztalk 2006 et de Windows serveur 2003.	327 721 \$	85 801 \$	100 %	1 / 2	Terminé	Note 2
P2 Implanter les outils informatiques de la VPE	Programme composé de quatre (4) projets ayant pour objectif de doter la RBQ de systèmes soutenant les processus d'enquête, soit la gestion du renseignement, des enquêtes et des poursuites.	6 274 700 \$	20 307 \$	50 %	20 / 2	En cours	Note 3
Inclusion des produits pétroliers dans les systèmes et processus de la RBQ	Rapatriement du système des équipements pétroliers du MERN dans le système de mission de la RBQ.	741 388 \$	741 388 \$	100 %	10 / 4	Terminé	Note 4

Note 1 : Le dossier d'affaires est en phase d'approbation. L'évaluation sommaire des coûts y a été revue. Le délai de réalisation est de trois (3) ans. Durant la phase de planification, ce projet a été considéré à 40 % capitalisable.

Note 2 : L'objectif du projet était de se libérer des licences Biztalk 2006 et de Windows serveur 2003, à l'aide d'une solution moins coûteuse pour l'organisation.

Note 3 : L'évaluation sommaire des coûts du projet établit le coût de 6,3 M\$ avec un délai de réalisation sur trois (3) ans. Il s'agit d'un programme dont certains projets ont déjà été complétés, toutefois le faible montant des dépenses pour l'année 2019-2020 est justifié par le fait qu'un appel d'offres pour l'acquisition de système de mission n'a eu aucun soumissionnaire, mettant le projet en suspens. Des travaux sont en cours afin de valider la possibilité de partenariat avec d'autres organismes publics.

Note 4 : Ce projet découle des obligations du CCTI pour le MERN qui devait se départir du service systémique offert à la RBQ. Le projet est complété en date du 27 mars 2020.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-12

Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer:

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

Voir la réponse donnée à la question RG-11.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-13

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2019-2020 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I a) au Québec
 - II b) à l'extérieur du Québec

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Ce tableau correspond aux dépenses pour les membres de la haute direction.

Dépenses	1 ^{er} avril 2019 au 31 mars 2020
a) la photocopie	11 098,18 \$
b) le mobilier de bureau	0 \$
c) l'ameublement - divers mobiliers pour la RBQ	0 \$
d) décoration et embellissement	0 \$
e) le distributeur d'eau de source	0 \$
f) le remboursement des frais de transport	23 030,77 \$
g) le remboursement des frais d'hébergement	13 336,00 \$
h) le remboursement des frais de repas	15 044,77 \$
i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0 \$
j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement	
• au Québec	904,99 \$
• à l'extérieur du Québec	0 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-14

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2019-2020, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres) utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les coûts reliés aux dépassements des forfaits des données
- j) le coût des frais d'itinérance;
- k) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- l) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

- a) 432 iPhone, générations entre 5S et XR
- b) 19 iPad
- c) Coût d'acquisition des appareils (téléphones et tablettes) : l'appareil est généralement fourni gratuitement à la signature du contrat
- d) et f) Depuis août 2012, le coût des contrats téléphoniques est assimilable au coût d'utilisation. De façon générale, les contrats téléphoniques sont basés sur une offre gouvernementale standard pour tous les ministères et organismes
- e) Les frais d'itinérances ne sont pas inclus dans les frais mensuels et sont tarifés selon le contrat des services cellulaires 2015-2025 conclu par le CSPQ et les fournisseurs de service
- f) h) Il y a peu ou pas de coût de résiliation, car la RBQ évite généralement de résilier un contrat; en cas de départ d'un employé, l'appareil est conservé pour un nouvel utilisateur
- i) Coûts reliés aux dépassements des forfaits des données : 1 231,86 \$
- j) Il y a peu ou pas de coût de résiliation, car la RBQ évite généralement de résilier un contrat; en cas de départ d'un employé, l'appareil est conservé pour un nouvel utilisateur
- k) 442 portables, 36 hybrides, 9 ultrabook et 2 convertible

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la RBQ en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25)* <https://www.rbq.gouv.qc.ca/transparence/>.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-15

- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie de moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégories d'emploi.
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2020-2021: l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2020-2021: l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2020-2021: le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : le nombre d'employés permanents et temporaires.
- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
- q) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi.
- r) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs.
- s) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

Les réponses sont données aux pages suivantes.

a-b) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC...)

Les données présentées sont celles de l'année 2019-2020. Les pourcentages présentés sont établis en comparant les données de l'**effectif régulier** par rapport à l'**effectif régulier total en lien d'emploi au 25 mars 2020**, soit 466 employés réguliers.

Répartition par catégorie d'emplois, sexe et groupe d'âge
(données au 25 mars 2020)

Personnel d'encadrement

Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	1	0,2	0	0,0	1	0,2
35 ans et plus	16	3,4	21	4,5	37	7,9
Total	17	3,6	21	4,5	38	8,1

Professionnels

Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	6	1,3	20	4,3	26	5,6
35 ans et plus	74	15,9	66	14,2	140	30,0
Total	80	17,2	86	18,5	166	35,6

Fonctionnaires

Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	7	1,5	26	5,6	33	7,1
35 ans et plus	122	26,2	107	23,0	229	49,1
Total	129	27,7	133	28,5	262	56,2

TOTAL

Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	14	3,0	46	9,9	60	12,9
35 ans et plus	212	45,5	194	41,6	406	87,1
Total	226	48,5	240	51,5	466	100,0

Répartition des membres de groupes cibles par catégorie d'emplois et groupe d'âge
(données au 25 mars 2020)

Personnel d'encadrement

Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Minorités visibles et ethniques
- de 35 ans	0	0	0	0
35 ans et plus	0	0	0	6
Total	0	0	0	6

Professionnels

Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Minorités visibles et ethniques
- de 35 ans	0	0	0	2
35 ans et plus	3	1	0	38
Total	3	1	0	40

Fonctionnaires				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Minorités visibles et ethniques
- de 35 ans	1	0	0	5
35 ans et plus	2	2	2	94
Total	3	2	2	99

TOTAL								
Groupes d'âge	Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Minorités visibles et ethniques	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
- de 35 ans	1	0,2	0	0,0	0	0,0	7	1,5
35 ans et plus	5	1,1	3	0,6	2	0,4	138	29,6
Total	6	1,3	3	0,6	2	0,4	145	31,1

Mise en garde : Il n'est pas possible de calculer un taux de représentativité global des membres de groupes cibles en additionnant le taux de représentativité pour chacun des groupes cibles, car les cibles de représentativité sont établies pour chacun des groupes et non pour l'ensemble. Par ailleurs, un même individu peut se retrouver dans plus d'un groupe cible.

Les données pour les questions c) d) e) f) et g) concernent le personnel régulier et occasionnel assujéti à la Loi sur la fonction publique.

c) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL (données au 25 mars 2020)
Les données fournies incluent les absences en maladie (code 120) et les absences en invalidité (codes 246 et 248).

Catégories	2019-2020
Personnel d'encadrement	147,5
Professionnels	1 566,9
Fonctionnaires	3 950,8
Total	5 665,2

d) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (données au 25 mars 2020) ¹

Catégorie d'emplois	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Personnel d'encadrement	12	10	9	7
Professionnels	65	70	20	19
Fonctionnaires	167	100	26	9
Total	244	180	55	35

¹ Au 26 mars 2020 (paie 26), le total des employés réguliers et occasionnels à la RBQ, est de 514.

e) LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES, LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL (données au 25 mars 2020)

Catégories	2019-2020 (heures supplémentaires)		
	Nombre d'heures payées	Nombre total d'heures compensées	Total
Professionnels	2 864,20	2 175,15	5 039,35
Fonctionnaires	3 504,25	1 638,08	5 142,33
Total	6 368,45	3 813,23	10 181,68

f) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL (données au 25 mars 2020)
Le nombre de jours de vacances fait référence à l'utilisation du code d'absence 110.

Catégories	2019-2020
Personnel d'encadrement	732,5
Professionnels	3 136,1
Fonctionnaires	5 159,9
Total	9 028,5

g) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (données au 25 mars 2020)¹

Catégorie d'emplois	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Personnel d'encadrement	22	16	0	0
Professionnels	117	54	3	0
Fonctionnaires	219	83	0	0
Total	358	153	3	0

¹ Au 26 mars 2020 (paie 26), le total des employés réguliers et occasionnels à la RBQ, est de 514.

h) LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

i) LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

j) L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIÈRES ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

Régions administratives	2019-2020 (au 25 mars 2020)				
	Cadre	Prof.	Tech.	Soutien	Total
01 Bas- Saint-Laurent		1	6	1	8
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean			5	1	6
03 Capitale-Nationale	16	60	44	10	130
04 Mauricie		4	4	2	10
05 Estrie	1	3	4		8
06 Montréal	16	88	82	29	215
07 Outaouais		1	5		6
08 Abitibi-Témiscamingue				1	1
13 Laval	2	6	36	6	50

16 Montérégie	3	3	22	4	32
Total	38	166	208	54	466

k) L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS RÉGULIERS BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR (EXPERT ET ÉMÉRITE)

Année	Catégories d'emploi	Total
2019-2020 (au 25 mars 2020)	Professionnel	27

l) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS RÉGULIERS BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

Année	Personnel d'encadrement	Professionnels	Fonctionnaires	Total
2019-2020 (au 25 mars 2020)	0	1	1	2

Les données incluent uniquement le personnel ayant un traitement hors échelle.

m) LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPALE DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGION) :

Se référer à la réponse de RG15 j).

n) LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR LES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

o) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

p) LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉS PAR RAISONS DU DÉPART :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

q) LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS, VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI :

Aucun poste n'a été aboli à la RBQ en 2019-2020 (au 25 mars 2020).

r) L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

s) LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D'ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION

On dénombre 58 postes vacants à la RBQ (au 25 mars 2020).

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-16

- a) Pour chaque ministère et organisme public, par direction, pour l'année 2019-2020 et les prévisions pour l'année 2020-2021 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
- b) Pour chaque ministère et organisme public, par direction, pour l'année 2019-2020 et les prévisions pour l'année 2020-2021 de : b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2020-2021 et les indemnités de retraite qui seront versées.
- d) Pour chaque ministère et organisme public, par direction, pour l'année 2020-2021 : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

a) Le nombre de départs à la retraite 2019-2020

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines

Les règles gouvernementales relatives au taux de renouvellement de l'effectif à la suite des départs à la retraite ont pris fin le 31 mars 2015.

c) Le nombre de départs à la retraite prévus pour 2020-2021 et les indemnités de retraites qui seront versées

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

d) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

Au cours de la période du 1^{er} avril 2019 au 25 mars 2020, la Régie du bâtiment du Québec a engagé 5 retraités de la fonction publique par voie de recrutement à titre d'employé occasionnel.

En 2019-2020 (données au 31 mars 2020), la Régie du bâtiment du Québec a octroyé 2 contrats de services professionnels à 2 retraités de la fonction publique.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2019-2020 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement et de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Les informations demandées sur les baux sont fournies en annexe à la présente fiche.

Concernant l'item g) :

OBJET	COÛT
Coût des travaux d'aménagement du nouveau siège social de la RBQ ¹ au 255 boulevard Crémazie EST à Montréal.	3 129 754 \$

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 27) à l'adresse <https://www.rbq.gouv.qc.ca/transparence/>.

¹ En janvier 2019, le propriétaire de l'immeuble situé au 545 boulevard Crémazie Est, Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ), a exercé son option de dénonciation du bail afin que la RBQ libère ses bureaux au plus tard en juin 2020. La fin du bail était initialement prévue le 30 avril 2023.

* Le coût total du projet, autorisé par le C.T. 221754, est de 9 991 k\$.

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes

Objet	Propriétaire	Coût (par mois)	Surface	Durée du bail
Location - bureau 170 rue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 120 Gatineau	SQI	7 010 \$	361 m ²	Entente d'occupation ¹
Location - bureau 3885 boul. Harvey, 4 ^{ème} étage Saguenay	4423631 Canada inc*	6 719 \$	410 m ²	1995-06-01 2020-12-31
Location - bureau 1800 le Corbusier, 1 ^{er} étage Laval	9118-9308 Québec inc*	16 989 \$	1 164 m ²	2000-05-01 2022-04-30
Location - bureau 201 Place Charles-Lemoyne, bureau 3.10 Longueuil	SQI	12 488 \$	874 m ²	Entente d'occupation ¹
Location - bureau 545 boul. Crémazie Est Montréal	Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ) *	142 674 \$	4 213 m ²	1993-05-01 2020-06-30
Location - bureau 800 Place d'Youville Québec	Édifice d'Youville inc*	86 129 \$	3 305 m ²	2004-11-01 2021-10-31
Location – entrepôt 1665 boul. Wilfrid-Hamel Québec	SQI	267 \$	35 m ²	Entente d'occupation ²
Location - bureau 337 rue Moreault, 1 ^{er} étage Rimouski	SQI	5 596 \$	406 m ²	Entente d'occupation ¹
Location - bureau 180 boul Rideau Rouyn-Noranda	SQI	3 649 \$	160 m ²	2016-02-01 2021-01-31
Location – bureau 200, rue Belvédère Nord. bureau 4.10 Sherbrooke	SQI	9 648 \$	473 m ²	Entente d'occupation ¹
Location – bureau 100, rue Laviolette, bureau 115 Trois-Rivières	SQI	7 530 \$	565 m ²	Entente d'occupation ¹
Location – bureau 35 rue de Port-Royal Montréal	Rodimax*	31 021 \$	1 432 m ²	2011-02-01 2021-01-31

- SQI = Société québécoise des infrastructures

* Aucun bail n'a été signé directement entre la RBQ et les propriétaires de ces édifices. La SQI agissant en tant qu'intermédiaire.

¹ Pour tous les d'espaces de bureau dont la SQI est propriétaire, une entente d'occupation gouverne l'accord entre la SQI et la RBQ. L'Entente d'occupation peut être prendre fin suivant un préavis de départ de trois (3) mois.

² L'entrepôt du boulevard Wilfrid-Hamel a été rétrocédé le 30 juin 2019.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-18

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir:

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Le coût des travaux d'aménagement du nouveau siège social de la RBQ¹ au 255 boulevard Crémazie EST à Montréal pour 2019-2020 est de 3 129 754 \$².

¹ En janvier 2019, le propriétaire de l'immeuble situé au 545 boulevard Crémazie Est, Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ), a exercé son option de dénonciation du bail afin que la RBQ libère ses bureaux au plus tard en juin 2020. La fin du bail était initialement prévue le 30 avril 2023.

² Étant donné que le contrat pour l'aménagement des bureaux a été octroyé à la mi-février, les coûts pour la SQI sont des estimations.

* Le coût total du projet, autorisé via le C.T. 221754 est de 9 991 k\$.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-19

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-20

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2019-2020, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2018-2019;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2017-2018 et 2018-2019;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.*

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-21

Liste des sommes d'argent versées en 2019-2020 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-22

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère:

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019

Aucune personne de la RBQ n'était dans cette situation.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-23

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant:

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-24

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2019-2020, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) par catégorie d'âge;
- c) prévisions pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-25

Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2020-2021.

Du 1^{er} avril 2019 au 25 mars 2020

Aucun poste n'a été aboli à la RBQ pendant cette période.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-26

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, par mission.

Voir la réponse donnée à la sous-question j) de la question RG-15.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-27

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Aucune personne de la RBQ n'était dans cette situation.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-28

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Fournisseurs / Nature du service	Coûts
Éditions juridiques FD (abonnement procédure pénale annotée)	125,00 \$
Éditions Yvon Blais (la Référence)	2 964,00 \$
Éditions Yvon Blais (mises à jour de l'ouvrage : Accès à l'info loi annotée)	330,00 \$
SOQUIJ (Azimut et plumitifs)	3 804 \$
SOQUIJ (L'Express)	600 \$
Publications du Québec (Légisquebec)	70,00 \$
Wilson Lafleur (renouvellement de l'abonnement aux ouvrages : La société par actions au QC, le Code de procédure civile et le Code criminel, le Code Civil annoté, la Corporation sans but lucratif et le Code civil du Québec)	1 354,00 \$
Wolters Kluwer (renouvellement de l'abonnement annuel de l'ouvrage : Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale)	1 693,00 \$
Journal le Soleil	343,30 \$
Journal le Devoir	121,97 \$
Journal de Québec	117,48 \$
Protégez-vous	84,95 \$
Courrier parlementaire (information journalistique de l'Assemblée nationale)	1 320 \$
Revue de presse par Influence communication - DEMO	19 825,72 \$
Droits d'auteur – revue de presse électronique - Influence communication - DEMO	2 027,80 \$
Droits d'auteur payés au CSPQ (40 personnes) pour la revue de presse	13 556,00 \$

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-29

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2019-2020.

Veillez-vous référer à la réponse donnée à la question 28.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-30

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Aucune somme n'a été déboursée par la RBQ à cet effet pendant la période.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-31

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

Registre des détenteurs de licence

<https://www.pes.rbq.gouv.qc.ca/RegistreLicences>

- a) **Le nom du site Web** : Registre des détenteurs de licence.
- b) **Le nom de la firme ou du professionnel des personnes ayant conçu le site** : CSPQ
- c) **Les coûts de construction du site** : aucun coût de construction en 2019-2020.
- d) **Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour** : ces coûts sont compris dans l'entente de service de base avec le CSPQ et le MTESS.
- e) **Les coûts de modernisation ou de refonte** : Aucune modernisation ou refonte en 2019-2020.

Microsite sur le Plan de garantie des bâtiments résidentiels neuf

<http://www.garantie.gouv.qc.ca/>

- a) **Le nom du site Web** : Plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs.
- b) **Le nom de la firme ou du professionnel des personnes ayant conçu le site** : CSPQ.
- c) **Les coûts de construction du site** : aucun coût de construction en 2019-2020.
- d) **Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour** : Inclus dans l'entente globale avec le CSPQ et le MTESS.
- e) **Les coûts de modernisation ou de refonte** : Aucune modernisation ou refonte en 2019-2020.

Parcours personnalisé sur le chapitre Bâtiment du Code de sécurité

<http://www.services.rbq.gouv.qc.ca/>

- a) **Le nom du site Web** : Parcours personnalisé sur le chapitre Bâtiment du Code de sécurité.
- b) **Le nom de la firme ou du professionnel des personnes ayant conçu le site** : Alphinat
- c) **Les coûts de construction du site** : aucun coût de construction en 2019-2020.
- d) **Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour** :

- **Hébergement** : 120 \$ par mois.
 - **Entretien** : Aucuns frais.
 - **Mise à jour** : Aucuns frais. Les mises à jour sont effectuées à l'interne.
- e) **Les coûts de modernisation ou de refonte** : Aucune modernisation ou refonte en 2019-2020.

Site Web de la Régie du bâtiment du Québec

www.rbq.gouv.qc.ca

- a) **Le nom du site Web** : Site Web de la Régie du bâtiment du Québec.
- b) **Le nom de la firme ou du professionnel des personnes ayant conçu le site** : la conception a été effectuée en 2011.
- c) **Les coûts de construction du site** : aucun coût de construction en 2019-2020.
- d) **Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour** :
- **Hébergement** : Inclus dans l'entente globale avec le CSPQ.
 - **Entretien** : Inclus dans l'entente globale avec le MTESS.
 - **Mise à jour** : Aucun pour 2019-2020.
- e) **Les coûts de modernisation ou de refonte** :
- Sondage sur la satisfaction de clientèle 7 320\$

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-32

Nominations, pour 2019-2020, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

Voir la réponse donnée à la question RG-08.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-33

Pour 2019-2020 les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-34

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2019-2020:

- a) le détail des mandats;
- b) coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- f) l'objet;
- g) les dates.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-35

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-36

La liste des ententes et leur nature, signées en 2019-2020 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-37

Le détail des crédits périmés et reportés et pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-38

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2020-2021.

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au rapport annuel 2019-2020 de la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-39

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2019-2020 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2020 pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-40

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021 et 2021-2022, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Aucune somme n'a été reçue par la RBQ en provenance du gouvernement fédéral.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-41

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Du 1^{er} avril 2019 au 25 mars 2020

Bonis pour rendement exceptionnel accordés	Catégorie d'emplois				Total
	Cadres	Fonctionnaires	Avocats	Professionnels	
Montant total accordé	-	651,16 \$	-	41 306,60 \$	41 957,76 \$ ¹

¹ Exclut un montant total récupéré de 316,17 \$ pour des ajustements rétroactifs.

La convention collective des professionnelles et professionnels a été signée le 3 juillet 2018. Ainsi, des ajustements rétroactifs aux bonis versés antérieurement ont été effectués selon les nouveaux paramètres salariaux, et ce, pour un montant total de -316,17 \$.

Les dispositions relatives au versement du boni au rendement exceptionnel ont pris fin. La dernière période de référence visée pour l'octroi du dernier boni au rendement ne pouvait être postérieure au 30 mars 2019, pour le versement du boni effectué en 2019-2020.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-42

Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2019-2020 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-43

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat. ·

Du 1^{er} avril 2019 au 25 mars 2020

Aucune prime de départ (incluant les montants versés pour bris de contrat) n'a été versée par la Régie.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2019
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-44

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2019-2020 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-45

Pour 2019-2020, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre à la RBQ qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-46

Pour 2019-2020, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne:

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-47

Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2019-2020 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2020-2021.

Pour chacun de ces programmes existants en 2019-2020, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2020-2021, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-48

Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-49

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-50

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2019-2020 et prévision pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-51

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2019

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-52

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-53

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-54

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-55

Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-56

Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères et les organismes budgétaires en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 DE L'OPPOSITION**

RG-57

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres), indiquer :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

a) Sommairement, la dépense totale, du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020, se détaille comme suit :

Objets de coûts	Type	Montant
Acquisitions matérielles et logicielles et services informatiques	Fonctionnement	10 436 \$
Acquisitions matérielles et logicielles	Capitalisable	316 047 \$
CSPQ – Infrastructure, entretien et exploitation	Fonctionnement	2 834 662 \$
CSPQ - Télécommunication	Fonctionnement	565 162 \$
MTESS – Entretien, exploitation et amélioration	Fonctionnement	2 467 066 \$
Firmes externes – Continuité	Fonctionnement	69 699 \$
Firmes externes – Amélioration	Fonctionnement	505 882 \$
Réalisation des projets (coûts internes et externes)	Capitalisable *	991 949 \$
Réalisation des études et projets (Coûts internes et externes)	Fonctionnement	471 767 \$

* La liste des projets capitalisables est décrite dans la fiche RG-11.

- b) Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>)
- c) Voir la réponse donnée à la question RG-11.
- d) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
- e) Voir la réponse donnée à la question RG-11.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-58

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-59

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.): le taux d'absentéisme.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-60

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2018-2019 et en 2019-2020 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel

Question non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-61

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2018-2019 et 2019-2020, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

a) 25 436,31 \$ du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

b) **Ordres professionnels**
Barreau du Québec

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-62

Pour 2019-2020, la liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grands rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

Question non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-63

Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer :

- a) La date;
- b) La nature;
- c) Les participants;
- d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la *Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec*.

Question non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-64

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date;
- b) La nature;
- c) Les questions posées;
- d) Les réponses;
- e) La firme retenue;
- f) Les coûts.

1) Sondage auprès des citoyens, réalisé par la firme de sondage, de recherche marketing et analytique Léger : 10 950 \$.

Objet du contrat : Évaluer la perception que la population entretient à l'égard des actions de la Régie du bâtiment du Québec.

2) Sondage auprès des internautes, réalisé par la firme de recherche quantitative, qualitative et d'études de marché INFRAS : 6 898,50 \$.

Objet du contrat : Connaître la satisfaction des visiteurs du site Web de la Régie du bâtiment du Québec.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-65

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2019-2020.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-66

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2019-2020.

Question non pertinente pour l'étude des crédits.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-67

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2019-2020.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-68

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2019-2020.

La liste contrats octroyés par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2019-2020, s'il en est, est présentée à la réponse à la question 8.

En ce qui concerne les actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-69

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2019-2020.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-70

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ;
- b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

La RBQ n'a effectué aucune dépense de publicité au sein des médias communautaires, sur Internet ou sur les médias sociaux durant cette période.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-71

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Question non pertinente pour l'étude des crédits.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-72

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).

Question non pertinente pour l'étude des crédits.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

RG-73

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».

Question non pertinente pour l'étude des crédits.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-74

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».

Question non pertinente pour l'étude des crédits.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-75

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.

Question non pertinente pour l'étude des crédits.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

RG-76

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».

Question non pertinente pour l'étude des crédits.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

RG-77

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».

Question non pertinente pour l'étude des crédits.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-78

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.

Question non pertinente pour l'étude des crédits.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-79

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».

Question non pertinente pour l'étude des crédits.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-80

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la conciliation travail-famille.

Question non pertinente pour l'étude des crédits.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-81

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de l'électrification des transports.

Question non pertinente pour l'étude des crédits.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-82

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.

Question non pertinente pour l'étude des crédits.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-83

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2020.

Question non pertinente pour l'étude des crédits.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-84

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme en 2018-2019 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

Indiquer si ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire ;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Exposé et statistiques :

Aucun contrat ayant été conclu entre le 1^{er} avril 2019 et le 29 février 2020 n'a fait l'objet d'une autorisation en vertu de l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, chapitre C-65.1).

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-85

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant, pour chaque contrat:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-86

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2019-2020 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2019-2020 de la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-87

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Les comités formés par la RBQ qui ont été actifs entre le 1^{er} avril 2019 et le 31 mars 2020 sont énumérés en annexe de la présente fiche, avec leur mandat et les organismes participants.

Liste des comités formés par la RBQ et actifs en 2019-2020 (du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020)

Nom du comité	Mandat	Organismes participants
Comité consultatif sur le chapitre 1 du bâtiment du Code de construction édition 2015	Présentation sur les principales modifications du Code national du bâtiment 2015 et explications du processus de consultation	Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Ministère de la Sécurité publique (MSP) Société d'habitation du Québec (SHQ) Ville de Montréal Ville de Québec Association des Chefs incendie du Québec Corporation des Services incendie du Québec Corporation des officiers municipaux et en environnement du Québec Ordre des Architectes du Québec Ordre des Ingénieurs du Québec Ordre des technologues professionnels du Québec Association des architectes en pratique privée du Québec Association de la Construction du Québec Building Owners and Managers Association Garantie Construction résidentielle Association canadienne en alarme incendie Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec Corporation des Propriétaires immobiliers du Québec Regroupement des copropriétaires et gestionnaires de copropriétés Association des consommateurs pour la qualité de la construction
Sous-groupe de travail sur la ventilation centralisée des logements – en appui aux travaux sur le code 2015 – voir Comité consultatif sur le chapitre 1 du bâtiment du Code de construction édition 2015	Analyse de modifications + Validation que les exigences du code permet d'assurer une ventilation performante capable de répondre aux besoins des occupants tout en s'assurant : — de la cohérence avec toutes les autres exigences du code pour maintenir le même niveau de sécurité, de santé et de protection incendie; — de la cohésion avec les exigences d'efficacité énergétique et de leur rehaussement; — que l'industrie possède les moyens pour répondre aux critères du code concernant la mise en place d'un tel système tout en respectant les objectifs précédents	Transition énergétique Québec (TQ) Société d'habitation du Québec (SHQ) Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec (CMMTQ) Corporation des entreprises de traitement de l'air et du froid (CETAF) Association des conseillers en normes du bâtiment et de la sécurité incendie du Québec (ACNBSIQ) Garantie Construction Résidentielle (GCR) Regroupement copropriétaires et gestionnaires de copropriétés (RCGC) Corporation des propriétaires immobiliers du Québec (CORPIQ)

Nom du comité	Mandat	Organismes participants
Comité consultatif provincial sur l'électricité	Consulter les principaux intervenants du domaine de l'électricité pour établir les règles régissant les installations électriques au Québec.	Association des consommateurs pour la qualité dans la construction Association des constructeurs-propriétaires en électricité et des électriciens d'entretien du Québec Association internationale des inspecteurs et inspectrices en électricité Association des manufacturiers d'équip. électriques et électroniques du Canada Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ) Groupe CSA Électro-Fédération Hydro-Québec Distribution Ordre des ingénieurs du Québec Ordre des technologues professionnels du Québec Services d'essais Intertek AN ltée
Comité CMEQ-RBQ sur les systèmes solaires photovoltaïques	Analyser les différentes options possibles pour assujettir à la Loi sur le bâtiment les systèmes à énergies renouvelables, notamment les systèmes solaires photovoltaïques	Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ)
Comité consultatif permanent OPHQ-RBQ	Analyser les modifications proposées au Code de construction pour émettre des avis ou recommandations. Ce comité a également comme mandat de soulever des enjeux relatifs à l'accessibilité et à la sécurité des bâtiments.	Coprésidé par la RBQ et l'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) et composé de représentants des ministères et organismes, associations représentant les droits des personnes handicapées et les aînés, associations de propriétaires et gestionnaires d'immeubles, chercheurs et différentes parties prenantes
Comité directeur OPHQ-RBQ	Planifier des travaux pour améliorer les exigences en accessibilité	Office des personnes handicapées du Québec
Groupe interministériel sur l'utilisation d'eau de pluie non potable dans les bâtiments	Analyser et statuer sur l'utilisation plus large de l'eau de pluie non potable dans le nouveau Code national de la plomberie (CNP) édition 2020.	Ministère de la Santé et des Services sociaux École Polytechnique de Montréal Ministère de l'Environnement et la Lutte contre les changements climatiques Institut national de santé publique du Québec Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
Comité d'analyse des problématiques réglementaires rencontrées dans les RPA	-Analyser les différentes problématiques rencontrées par les RPA. -Identifier des solutions - La première rencontre a été tenue le 20 février 2020.	Ministère de la santé et des services sociaux (MSSS) Ministère de la sécurité publique (MSP) Regroupement québécois des résidences pour aînés du Québec (RQRA) Réseau québécois des OSBL d'Habitation (RQOH) Association des chefs en sécurité incendie (ACSIQ)

Nom du comité	Mandat	Organismes participants
Comité de concertation CBCS	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les difficultés d'adoption et adapter la stratégie • Actualiser l'offre de service à l'égard des municipalités ayant adopté • Identifier les besoins des municipalités ayant adopté • Orienter le développement de matériel à l'intention des services de sécurité incendie et des propriétaires, notamment assurer une cohésion entre les meilleures pratiques de prévention 	Association des techniciens en prévention-incendie du Québec Association des chefs en sécurité incendie du Québec Ministère de la Sécurité publique
Comité de gestion élargi – UPAC	<ul style="list-style-type: none"> • Lutter contre la corruption pour un système public intègre, son mandat est de prévenir, vérifier et enquêter. 	Bureau du commissaire à la lutte contre la corruption Commission de la construction du Québec (CCQ) Revenu Québec (RQ)
Comité stratégique - UPAC	<ul style="list-style-type: none"> • Échanger sur les enjeux stratégiques de l'UPAC et collaborer à l'identification d'orientations susceptibles d'y répondre. • Cibler les impacts sur la gestion et les processus communs aux différentes organisations qui composent l'UPAC ou dont la mission est complémentaire à la sienne. 	Bureau du commissaire à la lutte contre la corruption Commission de la construction du Québec (CCQ) Revenu Québec (RQ) Autorité des marchés publics (AMP)

Nom du comité	Mandat	Organismes participants
Comité Directeur – ACCES construction	<ul style="list-style-type: none"> • Actions concertées pour contrer les économies souterraines (ACCES) dans le secteur de la construction. • Établir les orientations et les priorités d'action pour lutter contre l'évasion fiscale, le travail au noir et le non-respect des autres obligations légales dans le secteur de la construction. • Assurer et optimiser l'échange d'information entre les MO. • Proposer des moyens d'intervention contre l'évasion fiscale, le travail au noir et le non-respect des autres obligations légales. 	<p>Commission de la construction du Québec (CCQ)</p> <p>Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)</p> <p>Ministère des Finances (MFQ)</p> <p>Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)</p> <p>Revenu Québec (RQ)</p> <p>Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) - coordination</p>
Comité sur le renseignement – ACCES construction	<ul style="list-style-type: none"> • Actions concertées pour contrer les économies souterraines (ACCES) dans le secteur de la construction • Échanger de l'information sur les stratagèmes et les problématiques rencontrés par chacun des MO. Seuls les organismes opérationnels du secteur de la construction y participent. 	<p>Commission de la construction du Québec (CCQ)</p> <p>Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)</p> <p>Revenu Québec (RQ)</p> <p>Unité permanente anticorruption (UPAC)</p>

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-88

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Question non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-89

Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2019-2020, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).

L'information concernant les divulgations d'actes répréhensibles sera présentée au Rapport annuel 2019-2020 de la RBQ ainsi qu'au Rapport annuel d'activités 2019- 2020 du Protecteur du citoyen.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-90

Fournir le budget carbone du ministère et le bilan carbone imputable aux activités et aux programmes du ministère, soit notamment pour 2019-2020 :

- a) Le total des émissions de GES associées aux activités directes du ministère ;
- b) L'estimation des émissions de GES attribuables aux programmes du ministère, incluant, mais ne se limitant pas, aux émissions attribuables aux subventions accordées par le ministère en proportion du montant de ces subventions dans les projets concernés ;
- c) L'estimation des réductions d'émissions de GES attribuables aux activités directes et aux programmes du ministère, incluant, mais ne se limitant pas, aux réductions d'émissions découlant d'activités subventionnées par le ministère ainsi qu'aux puits de carbone attribuables au ministère le cas échéant.
 - i. Ventiler ces réductions selon qu'elles soient des réductions relatives ou des réductions absolues d'émissions de GES. Fournir une estimation du coût moyen de ces réductions par tonne de CO₂ équivalent.
- d) Le bilan carbone du ministère, soit le total des émissions de GES attribuables au ministère auquel est soustrait le total des réductions d'émissions attribuables au ministère.
- e) Le quota d'émissions du ministère, soit la limite supérieure finie des émissions totales de GES à travers le temps attribuables au ministère qui permettraient d'atteindre les objectifs de réduction des GES du ministère et ainsi la cible de réduction des GES du gouvernement.
- f) Le plan d'action du ministère pour diminuer le bilan carbone du ministère afin de respecter son budget carbone dans le cadre des objectifs de réduction des GES du gouvernement.

Question non pertinente pour l'étude des crédits.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-91

Veuillez fournir le nombre d'effectifs attirés à la gestion du Fond vert au sein du ministère ou de l'organisme en 2018-2019 et 2019-2020. Ventiler par poste et fournir la masse salariale totale.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-92

Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.

Veillez-vous référer à la réponse donnée à la question 15m.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-93

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.

- a) Nombre de stagiaires reçus ;
- b) Heures de stages effectués ;
- c) Rémunération totale déboursée.

Du 1^{er} avril 2019 au 25 mars 2020

- a) Nombre de stagiaires reçus :

Au 25 mars 2020, on dénombre 14 personnes ayant œuvré comme stagiaires à la RBQ au cours de la période 2019-2020.

- b) Heures de stages effectuées :

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

- c) Rémunération totale déboursée :

Au 25 mars 2020, la rémunération des stagiaires pour la période 2019-2020 s'élève à 112 525 \$.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-94

Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :

- a) nombre total de véhicules
- b) le type de véhicules
- c) le nombre de véhicules hybrides
- d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables
- e) le nombre de véhicules électriques

Question non pertinente pour l'étude des crédits.